L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général, de la Première et de la Troisième Municipalité

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 11 AVRIL 1838.

POUR GOUVERNEUR:
A. B. ROMAN.

Extrait de la séance du Sénat du 8 février 1835.

Il a été lu par le Sénateur d'Etat de la Louisiane, appuyé par les sénateurs généraux de l'Administration, la présentation que l'administration du gouvernement a présentée par l'ex-gouverneur A. B. Roman, a été accueillie par la sagesse et la fermeté, et par un zèle ardent et infatigable pour le service public; que l'on connaît ou veut bien lui montrer bienveillance, et dans les affaires et importantes remontrances qu'il a laissées, a conservé son intégralité et un grand regard pour sa patrie et pour l'Etat, et qu'il se retire avec une entière confiance de sa fermeté pour et conduite à l'égard de l'Etat, et avec leur estime et déférence pour le Président Roman, ci-devant gouverneur.

Résolu par la Chambre de transmettre à l'ex-gouverneur Roman, ci-dessus de ces résolutions."

Représentant du 1er. District au Congrès
JOHN SLIDELL.

POUR LE SENAT DE LA LOUISIANE
ALBERT ROY.

Espèces reçues depuis Dimanche.

Par la gazelette Créole,	8121,974
le brick A.E.,	114,721
le brick Nimrod,	8,500
la gazette Dolphin,	32,121
	276,096

Consignataires des espèces reçues par la gazette Dolphin de Matamoras:

V. Acard,	$10,600
Kohn, Daron & Cie,	7,500
L. Dansac,	2,800
J. W. Zacharie,	4,000
Mme Lizardi,	1,500
N. W. Pennegast,	5,218
Vve Coq,	6,000
Griffey, Bloxman & Cie,	305
J. P. Whitney,	4,054
	42,121

PREMIER CONSEIL MUNICIPAL.

Parmi les ordonnances présentées au Conseil, deux autres sont d'un intérêt majeur; nous voulons parler de celle qui concerne l'éclairage des rues, et de celle qui concerne la distribution des eaux potables.

Si la première, qui a passé sans contestation, il n'en est pas de même de la seconde. L'expérience a démontré, dans toutes les grandes villes, la nécessité d'une distribution d'eau parfaitement saine et abondante pour le service public, pour les besoins journaliers et pour la propreté des rues. Les citernes sont insuffisantes pour ce service, et ne peuvent être d'une grande ressource que pour les maisons particulières. Les puits publics, creusés dans les places, ne donnent qu'une eau saumâtre, malsaine, et qui ne peut servir à aucun usage. Le canal, qui traverse la ville, est infecté par les immondices de toute espèce que les habitants y jettent, et qui, par leur décomposition, répandent des miasmes pestilentiels. Il est donc urgent de chercher à remédier à un état de choses aussi déplorable, et qui, chaque année, cause la mort à un grand nombre de personnes. Le projet présenté par M. Mazureau, et qui a été adopté par le Conseil, nous paraît remplir toutes les conditions désirables. Il consiste à établir, à la levée du fleuve, à peu de distance de la rivière Saint-Jean, une machine à vapeur, qui, par le moyen de pompes foulantes, élèvera l'eau du fleuve dans un réservoir placé à une hauteur suffisante pour que l'eau puisse s'élever dans les maisons les plus hautes. Le réservoir sera placé à la hauteur de la rue Bourbon, et sera construit de manière à contenir 2,000,000 de gallons d'eau. Il sera divisé en deux parties, afin que l'une puisse être nettoyée pendant que l'autre servira à la consommation. Des tuyaux de conduite, placés sous les rues, distribueront l'eau dans toutes les parties de la ville, et des bornes-fontaines, placées aux coins des rues, offriront aux habitants les moyens de se procurer facilement de l'eau pour les besoins journaliers. Le projet de M. Mazureau, qui a été adopté par le Conseil, est conçu dans ces principes. Il a été soumis à l'examen d'un ingénieur civil, qui a fait un rapport favorable sur son exécution. Il ne reste donc plus qu'à mettre à exécution une mesure aussi importante pour la salubrité publique.

POLICE.

Si les gazettes ne portent pas toutes à la connaissance du public les différentes affaires qui sont portées devant les tribunaux de police, c'est que certaines difficultés qu'elles font naître ne sont pas dignes de fixer l'attention publique, et ne peuvent intéresser que les parties qui y sont engagées. Mais il est quelques causes qui, par leur importance, méritent d'être connues de tout le monde, parce qu'elles peuvent servir de leçon à ceux qui, par leur position, sont appelés à donner l'exemple de la vertu et de la bonne conduite.

Tel est le jugement rendu, il y a quelques jours, par le maire, contre un individu qui, ayant été trouvé ivre dans la rue, a été condamné à une amende de cinq piastres, ou à cinq jours de prison. Cet individu, qui est un homme de couleur libre, a préféré subir sa peine que de payer l'amende. Il a été conduit en prison, et, le lendemain, il a été mis en liberté, sans avoir payé ni l'amende ni les frais.

Nous ne savons pas si le maire a le droit de faire remise d'une amende qu'il a prononcée; mais, dans le cas où il aurait ce droit, nous ne pensons pas qu'il soit bien de l'exercer en faveur d'un individu qui, ayant été trouvé ivre dans la rue, a été condamné à une amende de cinq piastres, ou à cinq jours de prison, et qui préfère subir sa peine que de payer l'amende.